

**FORMATION DES ENSEIGNANTS EN ZONES RURALES (ADPP-ANGOLA)**

*Cette version est extra... Bravo! On avance! On a envie de connaître une de ces écoles... merci beaucoup de partager tout cela avec nous.*

*Nous avons inclus quelques commentaires ou questions dans votre texte (en bleu), pas grand chose à vrai dire...*

*Ne vous préoccupez pas de la mise en page ou des questions de syntaxe/langue qui peuvent subsister : nous avons quelqu'un au BIE pour s'en occuper.*

*Merci aussi d'indiquer qui sont les auteurs responsables (ceux qui ont rédigé ce texte) et la liste des autres contributeurs.*

*Plus vite nous aurons un texte complet, plus vite nous pourrons le publier en français et le faire traduire en anglais et en portugais*

<b><u>Dernier délai pour nous envoyer votre version complétée : le 15 octobre</u></b>
---

*Nous sommes à votre disposition si vous avez des questions.*

*Amicalement*

*Ana et Christine , le 3 octobre 2007*

**RESUME-ENCADRE (557 mots)**

L'ADPP (Aide au Développement du Peuple par le Peuple) est une organisation non gouvernementale qui travaille dans la formation des enseignants en Angola depuis 1995. Cette organisation a commencé son travail dans la formation initiale et continue des enseignants, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation, par la construction d'un réseau d'écoles normales appelées "Ecole des Professeurs du Futur" (EPF), d'abord dans la province de Huambo, ensuite dans les autres provinces<sup>1</sup>. Actuellement les écoles de l'ADPP sont implantées dans sept provinces. Il est prévu à moyen terme, la construction d'écoles semblables est prévue dans les dix-huit provinces de l'Angola .

La finalité de l'ADPP consiste essentiellement à préparer les enseignants du primaire à enseigner dans les zones rurales. Les objectifs spécifiques visés par cette innovation sont les suivants:

- former des maîtres motivés au développement éducatif des écoles primaires dans les zones rurales capables d'enseigner toutes les disciplines de la première à la sixième année.
- développer des nouvelles attitudes, connaissances et compétences sur l'apprentissage ;
- donner une formation qui prépare le futur enseignant à travailler dans le milieu rural avec des populations pauvres et plus vulnérables.

---

<sup>1</sup> Citer les 7 provinces

- appuyer le développement des communautés par différentes formes d'activités.

(pourquoi ne pas garder ces quelques paragraphes ci-dessus (qui figuraient dans votre première version) sur les objectifs de l'ADPP ?)

Quelles sont les principales innovations de l'école des professeurs du futur?

Depuis 1977, année de la mise en oeuvre de la première Reforme éducative après l'indépendance du pays, la formation initiale des enseignants du primaire était réalisée dans les Cours Accélérés de Formation de Professeurs (CAFP) devenus plus tard Cours de Base de Formation des Professeurs (CBFD). Étaloés sur deux ans ces cours visaient à former des enseignants pour les quatre premières classes qui constituent le Niveau I du système éducatif encore en vigueur<sup>2</sup>.

Ces enseignants ont bénéficié successivement de 6 mois, 1 an et 2 ans de formation après la 6ème année de l'enseignement de base. Les professeurs formés dans ces centres étaient destinés au pré primaire et encore plus au primaire (de la 1ère à la 4ème année).

Parallèlement à la formation de base, les Instituts normaux formaient - et forment encore - des enseignants de niveau moyen capables d'enseigner toutes les disciplines de la classe d'initiation et du Niveau I et deux disciplines optionnelles dans les classes du Niveau II (5ème et 6ème) et du niveau III (7ème et 8ème) du système en vigueur. Leur formation est de 4 ans après la 8ème année de l'enseignement de base.

Les maîtres formés dans les Instituts normaux restaient généralement dans les écoles secondaires urbaines ou semi urbaines et allaient très rarement à l'école primaire et encore moins dans les zones rurales. Qui alors devait aller enseigner dans ces écoles primaires des villages si les sortants des écoles normales officielles en règle générale, ne voulaient pas y aller?

L'Ecole des Professeurs du Futur est venue répondre à cette question. Ses caractéristiques sont orientées vers le développement de la communauté et, par conséquent, elle est engagée dans la lutte contre la pauvreté.

Voyons maintenant ses caractéristiques :

- écoles construites dans les zones rurales avec des résidences pour les enseignants et les élèves
- formation établissant un lien entre la théorie et la pratique
- projet pédagogique orienté vers le développement de la Communauté
- développement du goût au travail.

On compte aujourd'hui 9 Ecoles de Professeurs du Futur, ayant la capacité de former 400 maîtres par an, dont 90% travaillent comme maîtres de l'enseignement primaire dans les zones semi-urbaines ou rurales et cela dans plus de la moitié de municipalités du pays et dans toutes les provinces, les autres 10% occupant des postes de sous-directeur pédagogique dans les écoles rurales où ils ont été affectés.

<sup>2</sup> Ce système présente la structure verticale suivante : (i) un enseignement de base de huit classes divisé en trois niveaux, (ii) un enseignement moyen de trois à quatre ans et (iii) un enseignement supérieur de quatre à six ans. Depuis 2004 l'Angola expérimente un nouveau système éducatif dont la structure verticale comprend : (i) un enseignement primaire de 6 ans, (ii) un enseignement secondaire de 6 ans divisé en deux cycles de trois ans chacun, et un enseignement supérieur

Selon les données récentes de l'ADPP, en 2007 le nombre de maîtres en formation dans les EPF s'élève à 1620 effectifs (voir aussi plus bas le tableau montrant les chiffres des maîtres « ADPP/EPF » actuellement en fonction).

Dans cet article, nous nous proposons d'analyser certaines questions telles que : Où réside le secret de la réussite de l'école de professeurs du futur ? Quelle est la différence essentielle avec l'école normale publique ? Dans quelle mesure cette pratique est-elle en relation avec la réforme éducative ? Et quel est son rôle dans l'éducation pour tous et la lutte contre la pauvreté ?

## 1.- Statut de la pratique

Il vous faudra tenir compte du fait que le texte de référence sur les bonnes pratiques a avancé depuis le séminaire de Maurice. Nous vous proposons donc de revoir le texte en jaune en vous référant à la nouvelle version du texte des Bonnes pratiques (en annexe de votre texte – à la fin, les 3 pages mises à jour par nous sur les statuts des bonnes pratiques )

Selon Benavente et al (2007), les bonnes pratiques présentent 5 images ou statuts qui peuvent être « de "vitrine", « d'exemple », de "chantier", "d'exception qui confirme la règle" ou "de singularité où un nœud de hasards". »

Un statut est "d'exemple", continue l'auteur, « lorsque la pratique analysée a une valeur d'exemple et remplit les visiteurs d'enthousiasme puisque l'on voit que les impossibles deviennent possibles ». On a réussi là où les autres ont, peut être, échoué.

L'expérience a un statut de chantier « lorsqu'elle est susceptible d'être analysée pour identifier les raisons de sa réussite ou succès en vue de son élargissement ». Enfin la quatrième image « est celle d'un statut de simplicité attribué au phénomène dont la réussite, dans ce cas, est attribuée au "hasard" ». (e)

L'école des professeurs du futur n'est pas un produit accidentel tombé du ciel. Elle est le résultat de la combinaison des plusieurs facteurs, à la fois, objectifs et subjectifs.

Une analyse minutieuse du fonctionnement de ces écoles, de leur curriculum et des obstacles surmontés pour leur réussite nous amènent à attribuer à cette pratique le double statut de "**chantier**" et « d'exemple » qui montre que l'impossible est possible . (voir notre remarque ci dessus)

C'est un **chantier** qui nous permet de décrire et d'analyser les raisons des réussites particulières. La volonté politique dont a fait preuve l'Etat est aussi et surtout le facteur de réussite de cette bonne pratique, a permis un développement extraordinaire du projet et par conséquent l'arrivée sans cesse croissante de maîtres de nouveau type. En cela, il nous semble que cette pratique est un **levier du changement**. Le tableau ci-dessous montre l'évolution des effectifs de ces écoles.

### Evolution des écoles de l'ADPP

Année	Province	Nombre de diplômés
1995	Huambo	356
1996	Bengo	414
1997	Benguela	289
1998	Cabinda	254
2000	Luanda	259
2001	Zaire	142
2006	Bié	----
2007	Uíge	-----
2007	Malange	-----
Total		1714

Source : données fournies par l'ADPP (Septembre 2007) Tableau à vérifier ??...

Une fois leur formation terminée, les diplômés sont affectés dans les écoles primaires de leurs provinces d'origine. Le Ministère de l'Éducation et celui de l'Administration Publique, Emploi et Sécurité Sociale (MAPESS) se chargent de leur nomination comme enseignant et fonctionnaire public respectivement. Le tableau ci-dessous montre la distribution de ces enseignants en 2005.

N°	Province	N° de maîtres de EPF <sup>a)</sup> 2005	N° Absolu de maîtres primaires <sup>b)</sup>	% de maîtres EPF le BIE va remplir
1	Bié	31	3539	
2	Bengo	240	1199	
3	Benguela	145	11912	
4	Cabinda	102	2138	
5	Cunene	19	1890	
6	Huambo	145	6584	
7	Huíla	17	9918	
8	Kuando-Kubango	26	1657	
9	Kwanza-Norte	37	2171	
10	Kwanza-Sul	10	8742	
11	Luanda	71	6681	
12	Lunda-Norte	27	1043	
13	Lunda-Sul	8	724	
14	Malange	5	4286	
15	Moxico	39	2726	
16	Namibe	5	1321	
17	Uíge	13	6430	
18	Zaire	119	1688	
	TOTAL			

Sources : a) données fournies par l'ADPP (2005)

b) données fournies par GEPE/MED (2005)

## 2.- Conditions minimales de la réussite

**Une bonne pratique est un ensemble de mesures qui répondent à un double souci de qualité et d'équité pour permettre d'atteindre les objectifs de l'éducation pour tous en 2015. Au fond, il s'agit d'une expérience pédagogique vécue et réussie.**

L'école des professeurs du futur forme des enseignants destinés à exercer leur profession dans des milieux ruraux, souvent pauvres et devant également lutter contre la pauvreté. Aujourd'hui les Écoles de Professeurs du Futur forment un puissant réseau d'institutions de formation des enseignants.

Comment expliquer, d'un côté, l'expansion des écoles de professeurs du futur dans le pays, et de l'autre, l'acceptation des sortants d'aller travailler dans les milieux ruraux ?  
**Quelle est en effet la clé de réussite de ce projet ?**

Pour comprendre le secret du succès de l'ADPP, il faudra analyser les conditions minimales que cette organisation a dû remplir à tous les niveaux (politique, de l'administration éducative, des écoles et de chaque école, des enseignants et de

gestionnaires, de la communauté et famille, et au niveau de la pratique de citoyen et de professionnel de chaque enseignant dans son travail quotidien).

Quelles sont les conditions minimales que l'ADPP a remplies pour le succès de cette œuvre et à quel niveau ? (Voir Benavente et al 2007 c))

- 1) Au niveau politique soit national, soit international, nous avons identifié les conditions que l'école des professeurs du futur ADPP a dû remplir : Projet bien défini, institutionnalisation du projet, acquisition du financement, pérennisation du projet, régime de formation attractif et adapté aux objectifs, construction d'un curriculum de formation réaliste et adapté, mise en place d'un personnel de gestion et d'encadrement pédagogique disponible et engagé, réalisation des infrastructures adéquates, acquisition de manuels et du matériel didactique, définition d'un mécanisme de recrutement permettant d'attirer des candidats performants et motivés.
- 2) Au niveau de l'administration éducative, les principales conditions minimales identifiées se combinent avec celles du niveau précédent : l'institutionnalisation du projet et sa pérennisation, le régime de formation, la construction de curriculum de formation et adapté ( ?? rédaction ? on ne comprend pas bien)
- 3) Au niveau de l'école : Elaboration des projets de l'école avec la participation de la communauté, travail d'équipe, comme nous allons le démontrer dans le système de formation pratiqué dans ces écoles, développement (de quoi ? c'est à dire ?), recherche, exigence et pratique de formation continue réalisée à travers les «ateliers pédagogiques». Les écoles des professeurs du futur travaillent étroitement avec les communautés, leur environnement naturel où les maîtres en formation iront exercer leur métier.
- 4) Au niveau de formation des enseignants, la formation des maîtres dans ces écoles est centrée sur la personne. Les écoles de formation des professeurs de futur ont construit une pédagogie des adultes où l'on assiste à une combinaison de l'éducation non formelle et de l'éducation formelle. Par ailleurs l'ADPP assure également la formation continue de ces anciens élèves affectés dans les écoles rurales.
- 5) Les niveaux des communautés et des familles et celui de la pratique de citoyen de chaque enseignants, sont dérivés des niveaux antérieurs, surtout celles du niveau politique que nous allons développer dans ce travail en montrant l'interliaison entre les conditions minimales au niveau politique et celles des autres niveaux, ainsi que son implication sur les autres niveaux.

#### **Comment l'ADPP a procédé pour remplir ces conditions minimales ?**

Les conditions minimales aux niveaux politiques et administratifs ont des répercussions sur les quatre autres niveaux commentés ci-dessus. L'étude du cas montre que la plupart de conditions au niveau politique sont en fait transversales. Ce qui revient à dire que les conditions aux niveaux suivants sont fortement influencées par les niveaux politiques et administratifs.

Il faut ajouter que cette pratique remplit un minimum de conditions matérielles, notamment l'existence d'un internat, des équipements pédagogiques pour les travaux pratiques et théoriques, un corps professoral compétent et complet : contrairement à ce

qui se passe dans les écoles officielles, il n'y a pas de manque de formateurs dans les écoles de l'ADPP

#### 1.1. Projet bien défini

Peu après les accords de Paix de Lusaka (Novembre 1994, Formation du Gouvernement de l'Unité et Réconciliation Nationale - GURN), l'ADPP présentait une proposition au Ministère angolais de l'Éducation dans laquelle il décrivait un modèle de formation des maîtres basé sur l'expérience de l'enseignement, en général, et de l'enseignement destinés aux enfants en situation difficile, comme dans le cas de l'Angola. L'expérience de formation des professeurs du futur au Mozambique a servi également les bases pour l'élaboration du projet. Ainsi que le projet final fut élaboré ensemble avec le Ministère de l'Éducation, l'ADPP savait clairement ce qu'il voulait.

#### 1.2. Institutionnalisation

Une fois présenté et discuté au Ministère de l'éducation (MED) et tenant compte des objectifs clairs qu'il présentait, le projet final fut reconnu et accepté par le MED sous le nom de « l'École de Professeurs du Futur » (EPF). Deux ans plus tard, en 1996, un accord signé entre l'ADPP et le Ministère de l'Éducation autorisait l'installation et l'implantation par l'ADPP de 16 EPF dans tout le pays.

On voit dans ce processus, d'un côté, la construction d'une vision de l'école partagée par tous les acteurs de l'Éducation Pour Tous (ADPP-MED), et de l'autre, la volonté politique et sociale dont a fait preuve l'État angolais qui a toujours considéré l'éducation comme une priorité. Voilà les deux premières conditions au niveau national et international pour la réussite du projet.

#### 1.3. Acquisition du financement

Les théories de l'administration reconnaissent que, pour qu'une organisation sociale fonctionne, il faut qu'il y ait des ressources humaines, matérielles et financières. Ces ressources forment une unité inséparable ; celle-ci constitue, à notre avis, la condition sine qua non pour le succès d'une organisation. Sans appui financier, par exemple, il ne serait pas possible à l'ADPP de réaliser la construction des infrastructures (écoles et internats), l'acquisition des équipements scolaires, le paiement des services, etc. Étant une organisation non gouvernementale, l'ADPP reçoit des appuis des différents partenaires. Au début, l'ADPP construisait des écoles, payait ses fonctionnaires, entretenait ses infrastructures, alimentait ses élèves par ses propres moyens. Depuis quelques années, grâce à l'esprit de dialogue politique qui caractérise ses responsables, l'ADPP est aujourd'hui un important partenaire de l'État angolais. Il bénéficie d'une part du budget de l'État alloué au Ministère de l'Éducation.

Quant à la gestion des Écoles de Professeurs du Futur, l'initiateur du projet assure au niveau national, la supervision, sans être accompagné par le ministère de l'éducation. Au niveau déconcentré, la direction provinciale supervise les élèves lors des stages pratiques et produit un rapport qui détermine l'admission à l'examen final.

#### 1.4. Pérennisation du projet

L'expansion des écoles de formation des professeurs du futur est un projet à long terme. La vision de l'ADPP s'est étendue sur une longue période, en tenant compte de plusieurs facteurs comme (i) l'extension du pays (1.246.700 km<sup>2</sup>) et ses besoins en maîtres pour l'enseignement primaire, facteur indispensable pour l'Éducation Pour Tous et

par conséquent de la lutte contre la pauvreté ; (ii) de l'augmentation des effectifs scolaires du pays et son évolution et par conséquent de l'augmentation de nombre d'enseignants.

#### 1.5. Régime de formation attractif et Construction d'un curriculum réaliste et adapté aux objectifs

Bien que le curriculum de l'EPF ait été approuvé par le Ministère de l'Education, il a été construit par l'ADPP. Ce curriculum présente certaines particularités ou divergences par rapport au curriculum officiel. On constate que l'EPF combine des éléments de l'éducation formelle et ceux de l'éducation non formelle à tel point qu'on peut parler d'un curriculum flexible. Ces écoles ont un curriculum spécifique quant à la formation professionnelle mais le reste de la formation rejoint le curriculum officiel.

**La flexibilité est aussi une condition parce que cette autonomie partielle s'applique également aux méthodes d'enseignement. Il faut souligner que l'ADPP travaille avec des thèmes transversaux, une des prémisses pour un curriculum centré sur les compétences nécessaires pour la lutte contre la pauvreté. (bold)**

En effet la formation donnée dans les EPF est caractérisée par (i) une Méthode Moderne d'Enseignement, (ii) la Pratique scolaire, (iii) le groupe, (iv) les études sociales et (v) le travail communautaire.

##### a) La Méthode Moderne d'enseignement

Selon l'ADPP, la Méthode Moderne d'Enseignement (DmM), développe l'autonomie chez l'apprenant, donne au maître en formation les opportunités d'apprendre par soi-même et d'être responsable de sa propre formation. Avec cette méthode, les élèves ont accès à une salle de classes équipée d'ordinateurs qui, à leur tour, sont liés à un « Ordinateur Bibliothèque » de l'école contenant tout le cursus de formation. Celui-ci comprend quatre catégories de formation : études, cours, expériences et évaluation.

*Les études* : La moitié de temps d'enseignement est consacrée aux études individuelles. Chaque élève planifie ses propres études et, comme le curriculum est divisé en activités, l'élève choisit lui-même le thème sur lequel il veut travailler. Le Professeur/Formateur corrige dès que le travail sera prêt mais il y a un minimum de travaux que l'étudiant doit exécuter, ce qui ne l'empêche pas de faire plus.

*Le cours* : Un quart de temps est utilisé à la manière traditionnelle et classique. Les cours sont dirigés par le professeur/formateur sous forme de débats, projection de films, projets pratiques, visites aux ateliers des artisans, travaux de propriété et hygiène du voisinage. Ces thèmes sont inspirateurs et mobilisateurs et ne sont toujours pas liés aux disciplines classiques. Leurs contenus proviennent des événements du monde entier et traitent de beaucoup de questions, très souvent actuelles. Cette période, un quart de temps de la formation, est nécessaire pour développer une forte culture générale chez les futurs maîtres.

*Les expériences* : Un autre quart de temps de formation est consacré aux expériences qui peuvent être collectives ou individuelles. Les expériences communes sont indiquées dans le programme de l'école et englobent la musique, les arts plastiques, les excursions et la propre vie commune dans l'école.



*Le système d'évaluation* : L'apprenant contrôle son progrès à travers le système des notes. Pour chaque période, l'élève doit atteindre une note minimale en chaque activité pour passer à la période suivante.

#### b) La pratique scolaire/ pratique pédagogique

Dès les cinq premiers mois, le maître en formation réalise des leçons pratiques. Chaque futur maître doit donner au moins quatre leçons par jour dans une classe. Les leçons pratiques sont généralement préparées à l'EPF, dans ce cas avec le soutien du professeur formateur mais les futurs maîtres produisent eux-mêmes leurs matériels didactiques à partir de matériaux locaux. En suite, ils imitent ( ?? ) à enseigner (ils simulent une leçon ?) et finalement discutent le contenu conçu par l'élève.

Terminé ce premier pas réalisé à l'EPF, c.à.d. entre collègues ; les maîtres en formation vont ensuite développer leurs pratiques scolaires et pédagogiques dans une école primaire voisine. Là, quatre futurs maîtres sont mis dans une salle de classe où ils préparent la leçon, donnent les cours et observent à la fois la classe, sous la supervision d'un professeur expérimenté.

Dans le même période, le maître en formation étudie les disciplines pédagogiques, y compris des notions sur la gestion de l'école et discutent d'importantes questions avec le directeur de l'école où ils réalisent la pratique scolaire. Pendant une année scolaire entière, c.à.d., pendant la sixième période, les étudiants sont employés comme enseignants responsables dans les zones rurales et reçoivent un salaire normal. C'est la période de stage. Entre-temps, ils continuent leurs études sous l'orientation de l'EPF. Pendant la période de stage, les stagiaires reviennent à l'EPF pour participer aux réunions communes, partager leurs expériences et faire des examens.

#### c) Le groupe

Le groupe est l'unité organisationnelle de l'EPF durant tout le temps de la formation. Dès leur arrivée à l'EPF les élèves sont organisés en groupes de 15 éléments. Chaque groupe est supervisé par un professeur. Parfois il peut se diviser en petites unités de trois ou quatre membres. Le groupe possède une salle où les membres se réunissent, étudient, discutent et parfois même entrent en compétition. Les professeurs/formateurs de groupes jouent un rôle non seulement de conseiller et d'enseignant mais aussi d'animateur des discussions. Le groupe lui-même s'organise pour les travaux de propriété (propreté ?), d'entretien général et aussi pour la participation aux activités publiques organisées par l'école.

Le groupe réalise aussi des réunions hebdomadaires où l'on discute toute sorte de problèmes y compris la résolution de conflit internes au groupe. En effet, le comportement de chaque membre est régulièrement analysé dans ces réunions hebdomadaires et le groupe a le pouvoir de décision.

Comme on voit, le groupe joue un rôle spécifique dans le fonctionnement de l'école et dans l'éducation de ses membres. Ce fonctionnement ne serait pas possible sans l'existence d'un internat physiquement isolé de la communauté et loin de la turbulence de la ville. Les écoles sont en dehors des localités mais en contact direct avec les

communautés à travers les pratiques pédagogiques et les stages des enseignants en cours de formation.

En effet, l'internat est un puissant moyen pour développer chez les élèves l'esprit de collectivisme, de partage et d'amour du prochain. Mais l'existence de l'internat aide également le groupe d'élèves qui vivent dans des conditions défavorables et ceux provenant des autres localités souvent précaires (c'est à dire ? pourquoi précaires ?). Enfin, l'internat contribue aussi à orienter les élèves pour améliorer leur conduite de la vie sociale et à créer les habitudes d'hygiène personnelle et du milieu qui les entoure.

#### d) Les études sociales

Pendant leur séjour à l'Ecole, les maîtres en cours de formation réalisent de petites études sociales généralement orientées vers la citoyenneté. Ils apprennent, par exemple à composer des interviews avec les autorités locales sur la manière dont celles-ci résolvent les conflits dans la communauté. Durant la période des pratiques pédagogiques, ils discutent avec les parents des élèves comment ceux-ci peuvent influencer la vie de l'école. De cette sorte, les maîtres en cours de formation sont initiés au dialogue politique à leur niveau, dès leur formation. Pendant la deuxième période de formation, « l'Angola notre pays », le maître en cours de formation réalise une observation participante qui consiste à observer dans la région où il réalise sa pratique pédagogique les conditions de vie locale : Agriculture, santé, petite industrie local ou tourisme. Réuni avec la population, le futur maître analyse la situation, identifie les difficultés, en discute les raisons et cherche les meilleures solutions possibles et élabore des plans pour leur mise en œuvre. A la fin du stage, toute l'équipe de maîtres en cours de formation, se réunit pour la conclusion.

#### e) Le travail communautaire

Ce travail est réalisé pendant toute la sixième période. Le maître en cours de formation choisit une discipline entre les quatre options qui constituent « la deuxième tête du professeur » : Promoteur de santé, Porte parole des femmes, Leader communautaire et, Entrepreneur. Ainsi, le maître sortant de l'EPF est aussi habilité selon l'option choisie, respectivement à enseigner les règles d'hygiène et de santé à la population locale à intégrer et diriger un club des femmes de la localité, à construire des latrines avec les élèves et leurs parents, enfin, à créer de petits établissements de produits agricoles.

La coopération entre les maîtres en cours de formation et les parents des élèves fait aussi partie du travail communautaire. Durant la période de formation, tous les futurs maîtres rendent visite à tous les parents des élèves de leurs classes.

#### f) L'atelier pédagogique

Un des puissants instruments utilisés par l'ADPP pour la formation initiale et continue des enseignants est « l'atelier pédagogique ». L'atelier pédagogique est un centre équipé de nouvelles techniques d'information et communication (TIC), d'une bibliothèque, d'une salle de réunions et de reproduction de matériel didactique. Ces centres, appartenant aux EPF, fonctionnent comme de véritables « écoles ouvertes » qui appuient pédagogiquement les professeurs de tous les niveaux. Concrètement, l'atelier

pédagogique joue un rôle important dans la promotion des cours à distance pour les enseignants, les directeurs des écoles voisines.

Avec l'atelier pédagogique les directeurs d'écoles peuvent faire l'évaluation de leurs écoles par le registre de chaque élève, son niveau de connaissance, de ses progrès et de ses résultats. Par ailleurs, la même structure contribue à détruire le mur entre l'école et la communauté et à transformer l'EPF en centre culturel de la localité. L'atelier pédagogique pourra également jouer dans un futur proche un rôle crucial dans l'éducation communautaire, cas de formation des adultes, des campagnes d'éducation sanitaire, de lutte contre le VIH et sida et les infections sexuellement transmissibles et des manifestations culturelles

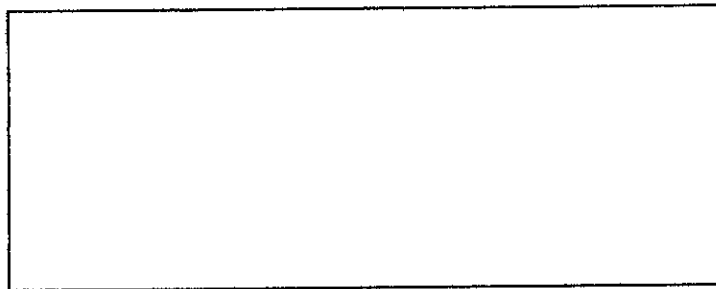
#### 1.6. Alternance équilibrée entre la formation théorique et la formation pratique

Tout au long de ce travail nous avons établi la relation entre la formation théorique et la formation pratique dispensée dans les EPF. En analysant les conditions minimales de régime de formation et du curriculum, nous avons pu constater que l'ADPP attache beaucoup d'importance à la pratique, au pragmatisme. Par ailleurs, les stages pratiques des élèves se font en relation avec les communautés et, en retour, ils s'investissent dans de travaux d'utilité publique. Ainsi, toutes les caractéristiques de la formation que nous avons soulignées plus haut convergent vers cette idée de curriculum orienté vers le pragmatisme. L'analyse du profil de formation des Écoles de Professeurs du Futur prouvent cette tendance.

En effet, la formation est composée de huit périodes ayant chacune son nom et ses caractéristiques propres en concordance avec les principales disciplines et ses activités. Rappelons que dans toute période l'EPF applique trois modalités d'enseignement ; les études individuelles, les cours préparés par le professeur formateur et les expériences. Le tableau ci-dessous illustre cette symbiose entre la formation théorique et pratique dans les écoles de l'ADPP :

1 <sup>ère</sup> Année – Périodes, durée et contenu			
Période 1 - 3 mois	Période 2 - 3 mois	Période 3 - 1 mois	Période 4 - 5 mois
Le monde que nous vivons	Notre pays l'Angola	Continuons à construire notre école	Pratique Scolaire et Études complémentaires
2 <sup>ème</sup> Année – Périodes, Durée et Contenu			
Période 5 - 5 mois		Période 6 - 7 mois	
<b>Consolidation</b> : Portugais, Mathématique, ou Sciences Naturelles. <b>Options</b> : Agent de la Santé, Promoteur du Genre, Animateur de la communauté, Entrepreneur		La profession d'enseigner comme partie de la formation du maître - travail comme maître dans l'école primaire au champ ??? (sur le terrain ?) - travail communautaire - Études complémentaires	
Dernier Semestre – Périodes, Durée et Contenu			
Période 6 - 4 mois		Période 7 - 0.5 mois	Période 8 - 1,5 mois
La profession d'enseigner comme partie de la formation du maître (cont.) - travail comme maître - travail communautaire - études complémentaires		L'atelier Pédagogique	Examen final

Source : INFQ/ MED



Photographie de l'école de Ramiro ou de Caxito

### 3- Implication quant aux rôles des enseignants

Selon Delors ( ) le rôle des enseignants à l'ère des TIC et de l'EPT peut se résumer en deux catégories des tâches:

a)- « Former des citoyens dans un monde marqué par le changement et dominé par l'éphémère,

b) Faire acquérir les savoirs (et compétences).

Dans la perspective de Pardal (2005) « produit d'une société donnée et agent intégrant de la dynamique de celle-ci, l'enseignant, soit comme transmetteur des valeurs, soit comme agent innovateur est passible de compréhension à la lumière de l'organisation sociale dans laquelle il agit ». Pour lui, les rôles du maître seraient en même temps de l'ordre de la reproduction et de l'intervention.

D'ailleurs cette opinion est le corollaire de celle de Patricio (1989) quand il dit : *"on est professeur que dans un système éducatif donné et dans une société réelle"*

Sur le rôle des enseignants Benavente (2007) fait une synthèse intéressante qui ne contrarie pas les opinions des autres. L'auteur caractérise l'enseignant comme « un double registre de citoyenneté et de construction des connaissances »

Toutes ces considérations sur les rôles de l'enseignant nous aident à répondre à la question suivante : **Quelles sont les implications de l'école des professeurs du futur dans le rôle des enseignants ? En d'autres termes comment l'Ecole des Professeurs du Futur peut contribuer à former des enseignants capables de jouer leur rôle à l'ère de TIC, EPT et de la Globalisation ? (bold)**

D'abord analysons la structure de la formation dans ces écoles. La formation dure 30 mois dont 19 à l'école et 11 consacrés à des stages en situation de classe. A l'école les élèves apprennent:

- a) les disciplines traditionnelles ou classiques (didactique de la langue portugaise, Didactique de mathématiques, Didactique des Sciences, Communication, Géographie, Histoire, Education morale et civique, Anglais, Le Monde dans

lequel nous vivons, Education manuelle et plastique, Economie, Pédagogie, Psychologie, Gestion et Administration scolaire, Education physique, Sociologie, Production des aliments, Education musicale).

b) Les thèmes transversaux et autres activités :

Le monde dans lequel nous vivons (3 mois), l'Angola, notre pays, (3 mois), Construction de notre école (1 mois), Pratiques pédagogiques complémentaires (5 mois), Consolidation et activités extra - scolaires (6mois), Stage pédagogique (10 mois) Atelier pédagogique (1/2 mois ), Examens finaux (1mois et demi).

En examinant de près les activités périscolaires, nous constatons qu'elles sont orientées vers l'acquisition de compétences mais aussi vers la citoyenneté :

- leadership de femmes (travailler pour améliorer la position de la femme dans la communauté).
- Esprit d'entreprise (être capable de gérer des entreprises commerciales, créer le développement et l'excédent économique)
- Santé publique (avoir des connaissances sur les principales maladies et prendre part à la santé de la communauté)
- Leadership de la Communauté : travailler pour le développement de la Communauté.

#### 4- Quelques obstacles

C'est plutôt des résistances de nature administrative auxquelles l'ADPP s'est trouvée confrontée, soit au niveau politique, soit au niveau de l'administration ou même au niveau de chaque école.

##### 4.1. Aux niveaux politique et de l'administration

- Résistance institutionnelle :

Au début, le Ministère de l'éducation refusait de donner l'équivalence de l'enseignement moyen aux sortants. Cette situation a été dépassée après de longues négociations et le Ministre a fini par leur accorder une équivalence professionnelle de « Technicien Moyen » qui leur permet de gagner un salaire semblable à celui du sortant de l'enseignement moyen (12<sup>ème</sup> Classe). Cependant, ce titre en soi ne donne pas droit à l'inscription aux études supérieures, car cette équivalence est comme nous l'avons dit, professionnelle et non académique. Mais les bénéficiaires de cette équivalence n'en sont pas moins heureux.

- Faiblesse de Ressources :

Au début, l'ADPP comptait avec ses propres ressources : c'est à dire avec ses propres bailleurs de fonds. Après de nombreux contacts, l'ADPP a vu élargir son réseau de partenaires y compris l'Etat. L'appui de ces derniers a permis d'élargir aussi son réseau des EPF. Dans tous les cas, le dialogue politique a joué son rôle.

- Réticences des partenaires techniques et financiers (PTF) à financer les filières longues de formation de professeurs :

Lors de la création des EPF (en quelle année ? c'est bien de rappeler l'année), les attentions de l'Etat étaient dirigées plutôt vers la guerre. D'où il serait bizarre de prioriser la construction, en grande échelle, d'écoles qui, au

préalable, n'étaient pas considérées comme appartenant à l'État, d'autant plus que, à cette époque, les écoles privées (commençaient seulement à apparaître ?) étaient encore incipiente

#### 4.2. Au niveau des écoles

- Difficultés de recrutement d'éléments ayant le niveau requis :

Un problème de nature, à la fois administrative, pédagogique et socio-culturelle que les Écoles de formation de Professeurs du Futur trouvent, concerne le recrutement des candidats. Elles ont des difficultés de recrutement des candidats ayant terminé la 10<sup>ème</sup> classe et qui ne sont pas toujours disposés à abandonner l'Institut où ils étudiaient. En effet, l'élève qui a conclu la 10<sup>ème</sup> classe considère généralement l'entrée à l'EPF comme un retard dans sa carrière scolaire.

En effet l'élève qui étudie dans un centre pré universitaire, termine ce niveau en 11<sup>ème</sup>, et celui qui est dans une école publique de formation des maîtres termine en 12<sup>ème</sup>. Dans le premier cas il est pré-finaliste et se prépare à l'université et il ne voudra certainement pas interrompre ces études, sauf par vocation.

- Métier peu attractif pour faiblesse de motivation :

Dans la plupart de nos pays, l'enseignant est aujourd'hui une personne qui apparaît aux yeux de la société comme un pauvre malheureux : salaires insuffisants, conditions de travail précaires et conditions sociales qui tendent vers la misère. Le mode de vie du maître n'est pas attractif, c'est pourquoi on constate une réticence de beaucoup de jeunes envers le métier d'enseignant.

Cette situation pourra amener à une diminution des candidats aux écoles de formation des professeurs. Mais jusqu'ici l'ADPP n'a pas enregistré une grande pénurie des candidats pour les écoles des professeurs du futur. Les raisons de cet état des choses résident, sans doute, dans la résolution des conditions minimales ??? (c'est à dire que l'ADPP peut offrir des conditions de salaire ? carrière ? statut ? minimales ?)

### 5- Stratégies pour mettre en oeuvre la bonne pratique et dépasser les obstacles

Pour dépasser les obstacles à tous les niveaux l'ADPP a suivi, et continue à suivre les démarches ci-après :

- Constituer un plaidoyer fort :
- Inscrire les coûts récurrents au budget de l'État :  
En effet, l'école de professeurs du futur n'est plus considérée comme une école privée. Elle est devenue un sérieux partenaire de l'Etat dont il bénéficie de l'appui moral et même financier. Nous pouvons dire que les écoles de l'ADPP font partie des écoles subsidiées par l'Etat.
- Respecter le ratio formateur/élèves. Ce ratio de 1 formateur pour 15 maîtres en cours de formation est acceptable dans la mesure où il permet au professeur de développer le curriculum dans une salle de classe bien aérée, de prêter l'attention à chaque élève et de faciliter l'évaluation des acquis à tout moment. Un groupe de 15 élèves, comme nous l'avons démontré, est plus facile à

soumettre à toutes les formes d'évaluation (diagnostique, formative, sommative).

- Définir clairement le profil d'entrée de l'élève pour la formation des enseignants. Dans le cas considéré, l'élève qui veut étudier à l'EPF entre avec le niveau de la 10<sup>ème</sup> classe.
- Impliquer les communautés dans la gestion de l'école.

### Résumé

Conditions	Obstacles	Stratégies
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet bien défini (I)</li> <li>• Institutionnalisation (I,II)</li> <li>• Acquisition du financement (I)</li> <li>• Pérennisation du projet (I, II)</li> <li>• Réalisation des infrastructures adéquates (I, V)</li> <li>• Acquisition des manuels et du matériel didactique (I)</li> <li>• Mise en place d'un personnel de gestion et d'encadrement pédagogique, cohérent, performants et motivés (I, IV)</li> <li>• disponible et engagé (I et IV)</li> <li>• Régime de formation attractif et adapté aux objectifs (I, II)</li> <li>• Lien fonctionnel entre la FI et la FC (IV)</li> <li>• Alternance équilibrée formation théorique, formation pratique (IV)</li> <li>• Construction d'un curriculum de formation réaliste et adapté (I, II, IV)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résistance institutionnelle</li> <li>• Faiblesse des ressources</li> <li>• Difficultés de recrutement d'éléments ayant le niveau requis</li> <li>• Métier peu attractif pour faiblesse de motivation</li> <li>• Réticences des PTF à financer les filières longues de formation de maîtres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plaidoyer (I, II)</li> <li>• Inscription des coûts récurrents au budget de l'état (I, II)</li> <li>• Définition d'un mécanisme de recrutement permettant de recruter des candidats</li> <li>• Définition claire et univoque d'un profil à l'entrée (I)</li> <li>• Respect d'un ratio maître/élèves acceptable (III)</li> <li>• Implication des communautés dans la gestion de l'école (V)</li> </ul>

Légende : (voir Benavente 2007c)

I : niveau politique (international et national)

II : niveau de l'administration éducative

III : niveau des écoles, de chaque école

IV : niveau de la formation (enseignants et gestionnaires)

V : niveau des communautés et des familles

VI : niveau de la pratique de citoyen et de professionnel des enseignants dans leur travail quotidien

### Conclusion

L'ADPP, en collaboration avec le MED, a créé un réseau d'écoles du niveau secondaire destinées à la formation des enseignants des écoles primaires des zones rurales. Ces écoles, appelées « École de Professeur du Futur » jouent un rôle dans la formation des

enseignants de nouveau type. Le modèle développé par l'ADPP diffère du modèle classique.

Voici, à titre d'exemple, quelques innovations de ce modèle :

- Les EPF forment des enseignants destinés exclusivement à l'enseignement primaire dans les zones rurales ;
- Utilisent un plan d'étude original où les matières classiques se croisent avec les thèmes transversaux ;
- Sa méthode d'enseignement recourt autant à l'éducation non formelle qu'à la formelle ;
- Son système d'évaluation applique toutes les formes d'évaluation par compétences et présente une certaine originalité ;
- Met plus l'accent sur la pratique que sur la théorie (ce pragmatisme ne donne pas au sortant la possibilité de continuer les études supérieures dans le système éducatif angolais) ;
- Réalisent une véritable professionnalisation des maîtres en cours de formation et en exercice ;
- Participe directement dans l'éducation communautaire.

Le curriculum développé par l'École de Professeur du Futur est flexible et orienté explicitement vers la lutte contre la pauvreté. Beaucoup d'efforts ont été réalisés pour l'implantation de ces écoles en surmontant des obstacles à tous les niveaux et de diverses natures. **Cela ne serait pas possible, n'eût été l'existence d'un projet bien défini, d'une vision partagée et des ressources nécessaires pour mener à bout la tâche que l'ADPP s'était proposée.** (bold) Tout passe naturellement par le niveau politique d'abord : quand le niveau politique fonctionne, les autres suivent les pas avec moins de difficultés et la mise en œuvre du projet avance.

Le vieil adage : « faites-moi une bonne politique, je vous ferai de bonnes finances » constitue une bonne leçon pour la réussite d'un projet.

Quant à la relation entre l'école de professeur du futur et la Réforme Éducative, on peut dire que les écoles de professeurs du futur forment les enseignants pour une école primaire de 6 ans suivant l'esprit de la Réforme Éducative. Par ailleurs, les EPF se trouvent en ce moment dans un processus dynamique d'adaptation et de formation de son curriculum à la réalité présente et futur dans le cadre de Réforme Éducative. C'est ainsi que les pratiques pédagogiques des maîtres en cours de formation sont actuellement réalisées dans les classes expérimentales de la Réforme Éducative. Dans le même ordre d'idées, l'EPF va renouveler et réajuster tout son curriculum, plan d'études, sa méthodologie et ses matériels autour de la Réforme Éducative. L'EPF s'est établi, pour la Réforme Éducative, comme un chantier et un exemple de la formation des enseignants.

Nous pensons que, en continuant à dépasser les obstacles de toute sorte que l'on trouve en chemin et malgré quelques zones sombres ou inquiétudes révélées dans cette analyse, les Écoles des Professeurs du Futur constituent une plus-value pas seulement pour le système éducatif angolais mais aussi pour l'EPT et la lutte contre la pauvreté. C'est une pratique à encourager.



## **Bibliographie**

- BENAVENTE, ANA (2007 a). Les Bonnes Pratiques : l'exception qui confirme la règle ou le phare qui oriente le chemin à parcourir ? Genève : BIE UNESCO.
- BENAVENTE, ANA (2007 b). Les rôles cruciaux des écoles, des enseignants et des Communautés pour la mise en œuvre du curriculum. (Présentation au Vème Séminaire International). Maurice : BIE.
- BENAVENTE et al. (2007 c). Une feuille de route pour l'action
- DELORS, JACQUES ( 1996 ) Education, un trésor est caché dedans. Paris : UNESCO.
- PARDAL, LUIS ANTÓNIO (2005) A escola, o currículo e o professor. Cadernos de análise sócio-organizacional da Educação. Aveiro: Universidade de Aveiro.
- PATRICIO M.FERREIRA (1989) Traços principais do Perfil do professor do Ano 2000. Comunicação apresentada no Colóquio Internacional sobre Educação e suas práticas

**ANNEXE** (on la met ici juste pour que ce soit plus facile pour vous de revoir le chapitre 1 de votre texte sur les statuts de la bonne pratique – le texte complet de Ana figurera aussi dans le no de Perspectives – vous pouvez donc le citer)

### **Extrait de la version révisée de l'article sur les bonnes pratiques.**

#### **Commentaire :**

*C'est en relisant les deuxièmes versions des exemples des bonnes pratiques envoyées par vous que nous avons réalisé avec Ana qu'il nous fallait préciser et affiner la question des statuts des bonnes pratiques. Il nous semble que cette nouvelle version présente ces statuts beaucoup plus clairement*

*Il faudra relire le chapitre 1 de vos articles et adapter ces quelques paragraphes. Nous avons commencé de le faire pour certains textes, mais il est indispensable que vous le voyiez aussi vous-même et fassiez vos propres révisions.*

*Ana et Christine, le 3 octobre*

---

## **I. Les bonnes pratiques : leurs fonctions et leurs statuts**

**Quant on parle de « bonnes pratiques », on ne parle pas d'une évidence.** On sait qu'en éducation, il y a souvent un grand écart entre les discours (les intentions) et les pratiques (ainsi que des conditions qui les structurent). S'il y a dans les politiques éducatives d'un pays des propositions qui vont dans le sens de la lutte contre la pauvreté à travers l'école, il est essentiel regarder ce qui se passe concrètement, au niveau des réalités du terrain.

S'il y a, au niveau d'une école ou d'un ensemble d'écoles, des réponses qui sont évaluées positivement par rapport à la lutte contre la pauvreté, il faut encore que l'on analyse comment ces réponses ont été construites, qui en sont les partenaires, quels sont ses effets et quelles sont les leçons à en tirer : une « bonne pratique » est bonne pourquoi et pour qui ? Selon quels critères ? Peut-elle être « durable » au-delà des personnes qui l'on élaborée « ici et maintenant » ? Peut-elle avoir des conséquences (jouer un rôle de feed-backs, avoir des effets en retour) sur les politiques éducatives ? À quels niveaux et dans quels domaines ?

### **Quelle est la fonction et le statut des bonnes pratiques ?**

Lorsque l'on a conclu que, dans tous les pays engagés dans ce projet de lutte contre la pauvreté, malgré des situations difficiles, malgré le manque d'écoles et d'enseignants, qui de plus disposent de moyens souvent très restreints, il y avait des « bonnes pratiques », très diversifiées, d'ailleurs (voir les monographies « 5-6 cas de Bonnes Pratiques »), on a réfléchi aux interrogations ci-dessus avec la remarque suivante: **les fonctions** des bonnes pratiques peuvent elles aussi être diverses et s'articulent avec leur statut :

- Elles peuvent être tout simplement ignorées,

- elles peuvent n'être qu'une « **caution** » à l'égard des bailleurs de fonds externes ou des institutions internationales,
- elles peuvent constituer des marges de liberté de l'initiative plus ou moins isolée (des « **îles** ») de partenaires externes (ONGs, par exemple)
- elles peuvent aussi être, sous de nombreuses conditions que l'on verra plus loin, « **un levier** » pour des changements positifs dans le sens de l'EPT et du rôle effectif de l'école dans la lutte contre la pauvreté.

Mais plus important que d'analyser leurs fonctions, plus ou moins circonstanciées, c'est d'analyser leur statut. (rédaction). Nous avons dénombré 6 types de statut des « bonnes pratiques » en éducation sur le terrain ; ces statuts ne sont nullement exclusifs, certains étant même croisés dans les situations réelles répertoriées. Nous les proposons ici en tant qu'outil d'analyse et heuristique:

1. **un statut de « vitrine »** : il s'agit de bonnes pratiques (souvent issues de l'initiative locale) que l'on montre aux visiteurs, que l'on présente à l'extérieur, auxquelles l'on attribue parfois des « prix », mais qui restent isolées (et souvent paradoxalement polémiques pour les partenaires qui y sont engagés), sans aucun souci d'analyse approfondie ou même de consolidation au-delà de cette « expérience-là ». Il s'agit en quelque sorte d'une vitrine « pleine et bien décorée » d'un magasin souvent assez vide par ailleurs.
2. **un statut « d'exemple »** : ici, nous sommes devant de bonnes pratiques qui permettent de se rendre compte que « les impossibles » deviennent « possibles », ceci sous un certain nombre de conditions où la volonté et la stratégie d'occupation des marges de liberté des partenaires directs joue un rôle décisif. Ces situations nous disent que les « effets de fermeture » qui habitent souvent les représentations des responsables politiques, des communautés, des enseignants, des parents et des élèves eux-mêmes peuvent être dépassés à travers l'action informée et articulée de divers partenaires. « Face au manque de manuels... on ne peut rien faire ! Face à l'absence de matériel, comment enseigner ? »

Les monographies de bonnes pratiques présentées dans ce numéro de Perspectives montrent que l'on peut trouver des réponses simples quand on change de « logique », ceci autant dans le domaine des stratégies pédagogiques que dans la formation des enseignants. Il y a un monde de « possibilités » à construire dès lors que l'on se libère d'une conception traditionnelle, rigide et univoque de l'école et de l'enseignement.

3. **un statut de « chantier », de construction** qu'il faut analyser pour identifier les conditions de leur réalisation, les obstacles et les stratégies pour les dépasser, les défis et l'évaluation des résultats auprès de tous les protagonistes impliqués. Il s'agit d'une pratique en construction, où des surprises peuvent survenir en cours de route et auxquelles il faudra s'adapter, où tout n'est pas déjà défini, où il faut oser essayer et corriger, consolider au fur et à mesure qu'on avance.

Il s'agit d'une pratique réflexive pour laquelle il est particulièrement important des poser « les bonnes questions » par rapport à ce que l'on dit être des « bonnes pratiques » pour ne pas éviter des débats de fonds, pour tenir présent à tout

moment la question de la qualité de l'éducation et de l'équité de cette éducation, pour interroger les voies pour la régulation, l'amélioration, la consolidation de cette « bonne pratique ». Un esprit critique et alerte partagé et explicite est décisif dans ces constructions alternatives aux sentiers battus de l'école traditionnelle.

4. **un statut d'exception qui confirme la règle** ; dans ce statut, nous trouvons des « bonnes pratiques » qui sont le résultat d'un « hasard » ou d'un « nœud de circonstances » qui, faute d'intérêt ou d'analyse approfondie restera comme un « cas de figure » isolé. Le jour où l'équipe d'enseignants se défait, où les responsables locaux changent, où la communauté connaît d'autres soucis, cette « bonne pratique » restera un bon souvenir chez ceux qui l'ont vécue. Le système scolaire, lui, continuera à produire de l'échec, de l'abandon scolaire et l'EPT prendra de plus en plus de retard (au-delà des discours et des intentions).
5. **un statut de singularité** ; dans ce statut, nous retrouvons des réponses adéquates à des situations très spécifiques et circonstanciées (la fin d'un conflit, le mode de vie d'une minorité, etc.). Il ne faut pas dévaloriser ce statut, bien au contraire ; il traduit une flexibilité face aux contextes et un souci d'adéquation des réponses à la diversité des besoins légitimes des apprenants et des communautés, qu'il ne faut absolument pas ignorer ; cependant, leur valeur en tant que « levier du changement » est restreint.
6. **un statut de « levier » du changement**. Ce statut s'applique à des pratiques qui peuvent certes être isolées ou relativement limitées (en nombre, géographiquement, etc.) mais qui permettent de questionner le contexte et la réalité dans lesquelles elles s'inscrivent et dont l'analyse des conditions de réussite permet d'élaborer des stratégies, et des outils pour les reconstruire ailleurs, tout en prenant en compte la spécificité de chaque situation.

Chacun de ces statuts, à un niveau ou à un autre, souligne une fois encore le fait qu'en éducation, comme on le dira encore plus loin, il n'y a pas de « recettes » transposables telles quelles, il ne peut pas y avoir de « copie » ni de transfert « normatif » mais il peut y avoir, bien sûr, une vision partagée de l'école, un dialogue politique continu, des politiques publiques qui facilitent la flexibilité et qui permettent aux intentions de devenir réalité dans la diversité des contextes qui constituent une région ou un pays. La création de conditions pour la construction de « bonnes pratiques », leur analyse et leur « rétroaction » réfléchie sur les différents niveaux de la réalité (des politiques aux pédagogies) est une stratégie de changement qui nous semble être à l'œuvre (à plusieurs degrés, bien sûr), dans les monographies sélectionnées dans ce projet concernant le rôle du curriculum et de l'école dans la lutte contre la pauvreté.

En effet, si l'on analyse les points communs entre les « bonnes pratiques » que l'on rencontre dans différents contextes, il devient évident qu'il y a des conditions liées à l'autonomie de l'action enseignante, à une formation pour une pratique réflexive, à la flexibilité du curriculum, à la gestion décentralisée des écoles, à l'engagement de l'Etat dans l'éducation pour tous et contre la pauvreté, au souci de la « citoyenneté » de tout un et chacun, à la participation de la communauté et à la mobilisation de plusieurs partenaires.

